



Déclaration de la haute représentante, Federica Mogherini, au nom de l'Union européenne, sur le Soudan

La population du Soudan a fait preuve d'un courage et d'une détermination extraordinaires dans sa quête d'un changement pacifique. Le Conseil militaire de transition a affiché sa volonté d'entamer des négociations avec l'ensemble des forces politiques. Les véritables architectes de ce changement sont les Soudanais, qui espèrent que leurs revendications légitimes seront prises en compte par toutes les parties et de bonne foi.

Un transfert rapide et sans heurt à un organe civil de transition doté d'un pouvoir de décision plein et entier est le seul moyen de permettre la tenue d'un processus politique pacifique, crédible et sans exclusive, susceptible de répondre aux aspirations de la société soudanaise et de déboucher sur les

indispensables réformes politiques et économiques. Dans ce contexte, la position adoptée par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine est un développement important, qu'il y a lieu de saluer. En l'état actuel des choses, nous attendons de toutes les parties au Soudan qu'elles fassent preuve de la plus grande retenue, qu'elles évitent de nouvelles violences et qu'elles garantissent le respect des libertés fondamentales. Les auteurs d'actes de violence et d'abus, aujourd'hui comme hier, doivent rendre des comptes. À cet égard, l'UE rappelle que le Statut de Rome et la résolution 1593 du Conseil de sécurité des Nations unies font obligation de coopérer avec la Cour pénale internationale.

Outre la levée du couvre-feu, d'autres mesures de confiance de la part du Conseil militaire de transition seraient de nature à créer un climat favorable à la négociation politique qui s'annonce, afin de tourner une fois pour toute la page au Soudan, comme le peuple le réclame: la libération de tous les prisonniers politiques restants, y compris des étudiants du Darfour; un accès humanitaire total, en temps voulu et sans entrave sur l'ensemble du territoire, en particulier au Darfour et dans les deux zones; la réforme immédiate des forces de sécurité.

L'UE est disposée à nouer le dialogue avec un organe civil de transition sans exclusive, dès lors qu'il aura été mis en place, afin de définir ensemble nos relations futures, en commençant par des mesures immédiates de soutien en faveur de la population soudanaise qui reste confrontée à une situation humanitaire et économique désastreuse.

La Macédoine du Nord*, le Monténégro*, la Serbie* et l'Albanie*, pays candidats, la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel, et l'Islande et

le Liechtenstein, pays de l'AELE membres de l'Espace économique européen, ainsi que l'Ukraine, la République de Moldavie et la Géorgie se rallient à la présente déclaration.

*La Macédoine du Nord, le Monténégro, la Serbie et l'Albanie continuent à participer au processus de stabilisation et d'association.

Contacts avec la presse

✉ **Maja Kocijančič**

Porte-parole du SEAE

☎ +32 2 298 65 70

☎ +32 498 98 44 25

Pages thématiques:

Partager

